

ARRÊTÉ N° 2023_262

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2023 DE LA MECS DE L'AEF 93/94 SISE 8/10 RUE HONORE DE BALZAC, 93100 MONTREUIL-SOUS-BOIS ET GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION D'ENTRAIDE FRANCILIENNE 93/94

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatif à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312.1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'arrêté du président du Conseil général n° 2000-315 du 24 octobre 2000 autorisant la création de la maison d'enfants à caractère social « A.N.E.F. », 8-10 rue Honoré de Balzac, 93100 Montreuil-sous-Bois ;

Vu la convention du 18 janvier 2018 relative au paiement en prix de journée globalisé pour la maison d'enfants à caractère social géré par l'association d'entraide francilienne ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président de Conseil départemental n° 2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2023 transmises le 27 octobre 2022 par M Patrick Tabet de l'association AEF 93/94 ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2023 transmise le 28 juin 2023 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Pour l'exercice 2023, les recettes et dépenses prévisionnelles de la maison d'enfants à caractère social AEF 93/94 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	GROUPE I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	140 760,00	1 140 671,58
	GROUPE II : Dépenses afférentes au personnel	882 759,86	
	GROUPE III : Dépenses afférentes à la structure	117 151,72	
RECETTES	GROUPE I : Produits de la tarification	1 068 771,58	1 074 671,58
	GROUPE II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	GROUPE III : Produits financiers et produits non encaissables	5 900,00	

ARTICLE 2. - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant la reprise de résultat suivante :

- Compte 11519 pour un montant de 66 000,00 €.

ARTICLE 3. - Pour l'exercice budgétaire 2023, le prix de journée de la maison d'enfants à caractère social AEF 93/94 sise 8-10 rue Honoré de Balzac, 93100 Montreuil-sous-Bois est fixé à 178,13 €.

Le prix de journée moyen applicable du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2023 est fixé à 178,16 €.

En application du IV bis de l'article L. 314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels facturés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le tarif applicable à compter du **1^{er} janvier 2024 est de 178,13 €**

ARTICLE 4. – Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

- versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour

l'année N

- régularisées en deux fois :

- (1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N,
- (2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année N.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2023 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le douzième mensuel à compter du **1^{er} janvier 2024 est de 89 064,30 €** (produits de la tarification/12)..

ARTICLE 5. - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'État 1 place du Palais Royal, 75100 Paris cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le